



## **FO PROPOSE UN PROJET D'ACCORD POUR LES 183 EUROS POUR TOUS**

Fin juillet 2020, suite au Ségur de la Santé, FO Action Sociale et Santé Privée portaient la revendication des « 183 euros net pour tous », dans le public comme dans le privé.

Ainsi, nous avons pris toute notre place, forts de cette revendication salariale égalitaire, lors des nombreuses mobilisations et manifestations qui ont eu lieu, à chaque fois que possible dans l'unité.

Nous continuons de porter cette juste revendication, puisque 28 mois après, et suite à la mission Laforcade, près de 240 000 salariés du secteur Social et Médico-Social, entre autres les plus bas salaires des conventions collectives nationales 51 et 66, en sont encore et toujours exclus. Et nous n'oublions pas que des secteurs professionnels entiers du Social, comme ceux de la petite enfance, de l'insertion et de l'aide à Domicile en sont exclus.

Notre détermination est d'autant plus grande parce que nous savons que les salariés n'en peuvent plus d'attendre les nécessaires augmentations de salaires et

de valeurs du point alors que l'inflation galopante renforce leur misère salariale. Les mobilisations en cours le prouvent.

**Parce qu'il est plus que temps de satisfaire à cette juste revendication, le vendredi 2 décembre, lors de la commission paritaire de négociation du Secteur Sanitaire Social et Médico-Social, FORCE OUVRIERE a décidé de déposer pour la deuxième fois un projet d'accord salarial.**

**Ce projet d'accord permet l'attribution de 183 euros pour tous les salariés hors convention collective et tous ceux qui n'en bénéficient toujours pas dans les conventions collectives nationales 51 et 66. Il permet l'unité de toutes les organisations syndicales de salariés.**

Pour FORCE OUVRIERE Action Sociale et Santé Privée, les moyens pour financer cet accord ainsi que cette juste égalité salariale sont là. Les milliards sont là. Ils doivent servir à financer les salaires et les moyens nécessaires au bon fonctionnement des différents secteurs du Social et non pas les marchés financiers, l'économie d'armement et de guerre.

Paris, le 30 novembre 2022